

Répercussions géopolitiques du conflit au Karabagh

La prise du Haut-Karabagh par les forces azerbaïdjanaises en septembre 2023 a modifié les rapports de force dans la région. L'armée arménienne s'est tenue à l'écart du conflit. Quant aux troupes russes stationnées sur place pour maintenir la paix, elles n'ont pas réussi à empêcher les hostilités. Le déclin de l'influence russe incite l'Arménie à reconsidérer ses relations avec Moscou. Les perspectives de paix sont incertaines et une résurgence du conflit est à craindre.

Par Hrant Mikaelian
et Jeronim Perović

Le conflit au Karabagh trouve son origine dans les luttes de pouvoir à l'œuvre au début du XVIII^e siècle et s'est intensifié chaque fois que le contrôle des grandes puissances environnantes (notamment la Perse des Séfévides, l'Empire russe et l'Union soviétique) a reculé. En 1921, après la conquête de tout le Caucase du Sud par l'Armée rouge, le Bureau du Caucase du Parti communiste russe a déclaré le Haut-Karabagh, à population arménienne, région autonome. Sur le plan administratif, la zone était toutefois rattachée à la nouvelle République soviétique d'Azerbaïdjan, ce qui a provoqué de nombreuses tensions entre les Arméniens du Karabagh et Bakou. La phase actuelle du conflit a commencé en 1987, pendant la perestroïka. Les Arméniens du Karabagh ont tenté de rejoindre l'Arménie soviétique, ce qui a déclenché une réaction violente de l'Azerbaïdjan. Une guerre ouverte a éclaté après la dissolution de l'Union soviétique. Des dizaines de milliers de personnes sont mortes des deux côtés et des centaines de milliers d'autres ont dû fuir. Les territoires contrôlés par les Arméniens du Karabagh, sortis victorieux du cessez-le-feu de 1994, dépassaient alors largement les frontières initiales de la région soviétique autonome du Haut-Karabagh.

Le Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), coprésidé par les États-Unis,



Un checkpoint russe dans la ville de Stepanakert, connue sous le nom de Khanakendi en Azerbaïdjan, le 2 octobre 2023. *Karimov / Reuters*

la Russie et la France, a commencé à chercher une solution au conflit pratiquement dès le début de la guerre en 1992. Au milieu des années 2000, les parties se sont entendues sur les fondements d'un règlement du conflit, notamment le non-recours à la force, l'autodétermination du Karabagh dans le cadre d'un futur référendum et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. Ce dernier point incluait la restitution à l'Azerbaïdjan des territoires extérieurs au Haut-Karabagh pris par les forces armé-

niennes pendant la guerre, associée à la mise en place d'un couloir entre l'Arménie et le Haut-Karabagh, au retour des personnes déplacées et au déploiement d'une force internationale de maintien de la paix.

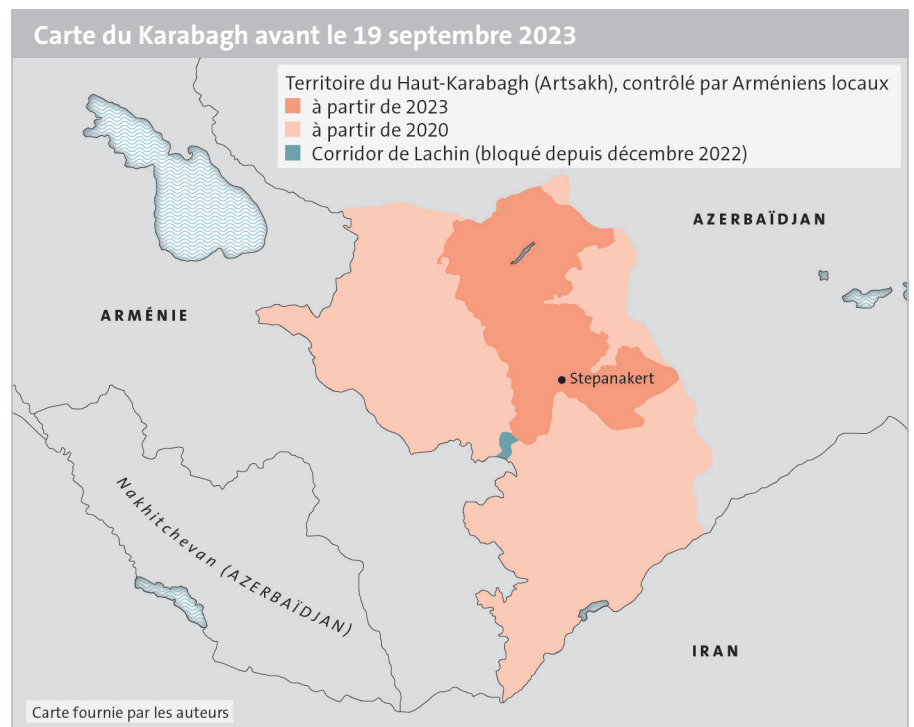
Aucune de ces propositions n'a été mise en œuvre. Un équilibre militaire asymétrique a assuré une paix relative pendant plus de vingt ans. Si l'Azerbaïdjan était globalement la puissance la plus forte, les Arméniens occupaient les hauteurs et

bénéficiaient ainsi d'un avantage géographique stratégique. La balance a toutefois fini par pencher du côté de l'Azerbaïdjan, notamment grâce au soutien apporté par la Turquie. Sous la devise «Une nation, deux pays», ces deux États ont signé en août 2010 un accord militaire global. Depuis, ils organisent régulièrement des exercices militaires conjoints. De plus en plus d'officiers de l'armée azerbaïdjanaise sont formés en Turquie, leur proportion ayant atteint environ 85 % en 2020. La Turquie a également joué un rôle important dans la planification opérationnelle et le renseignement militaire de l'Azerbaïdjan, devenant de surcroît l'un de ses principaux fournisseurs d'armes. Elle a notamment procuré à Bakou les drones Bayraktar qui ont réduit l'avantage géographique stratégique de l'Arménie.

L'Azerbaïdjan connaît depuis 2005 une hausse spectaculaire de ses dépenses militaires, qui ont presque été multipliées par huit en l'espace de dix ans. Entre 2006 et 2022, le pays a consacré à son armée la somme impressionnante de 40 milliards de dollars américains (à la valeur de 2021). La modernisation des forces armées a été une moindre priorité pour l'Arménie. En comparaison, elle a alloué à ce poste la modeste enveloppe de 8 milliards de dollars au cours de la même période, dont environ 1,5 milliard de dollars pour le Karabagh.

Tandis que l'Azerbaïdjan renforçait ses capacités militaires, l'Arménie s'est essentiellement attachée à maintenir le statu quo en menant des négociations diplomatiques et en s'appuyant sur la Russie pour éviter tout conflit militaire de grande envergure. Cependant, la détérioration des relations entre la Russie et l'Occident ainsi que l'influence croissante de la Turquie sur la région ont mis à mal cette approche à partir de 2014. En 2018, la «révolution de velours» en Arménie a fait émerger une nouvelle génération de dirigeants relativement inexpérimentés. Ils comptaient sur le fait que l'Occident soutiendrait l'élan démocratique du pays, tout en misant sur le maintien du partenariat stratégique avec la Russie. Or, cette dynamique s'est modifiée en 2020 avec la pandémie de coronavirus, qui a focalisé l'attention des puissances extérieures sur leurs problèmes nationaux. En parallèle, la Russie a commencé à s'intéresser de plus près à l'Ukraine. Ces événements mondiaux ont créé un vide stratégique dans la région qui a isolé l'Arménie et réduit la disposition de la Russie à intervenir en cas d'attaque.

Cherchant à tirer parti de la situation, l'Azerbaïdjan a pris la décision unilatérale



de régler la question du Haut-Karabagh par la force. Le pays a ainsi lancé en 2020 une grande opération militaire. Après 44 jours de guerre intense, un cessez-le-feu négocié par Moscou a débouché sur la signature d'une déclaration par les chefs d'État de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Russie.

Moscou a considéré cette déclaration trilatérale et le déploiement de ses soldats de la paix dans le Karabagh comme une victoire. En revanche, elle a eu des réticences à reconnaître les conséquences potentielles de la défaite militaire de l'Arménie, qui a perdu environ 3800 km² du Haut-Karabagh au cours du conflit et cédé 4700 km² supplémentaires après le cessez-le-feu. En outre, l'accord a tragiquement échoué dans sa mission de prévenir de nouvelles violences. Après l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie en février 2022, les forces azerbaïdjanaises ont conquis de nouveaux territoires. Bakou a mis en place un blocus du Haut-Karabagh en décembre 2022 et de fortes hostilités ont éclaté le 19 septembre 2023. Le lendemain, les forces azerbaïdjanaises avaient repris l'essentiel du territoire du Haut-Karabagh encore habité par des communautés arméniennes. Les dirigeants arméniens locaux ont été contraints de dissoudre la République du Haut-Karabagh, indépendante de facto, en échange de l'autorisation d'évacuer la population. La fuite de civils qui

s'est ensuivie a été décrite comme un «nettoyage ethnique» par différentes organisations de défense des droits humains et par le Parlement européen dans une résolution adoptée le 5 octobre 2023.

Dynamiques géopolitiques

Le discours officiel russe a présenté les événements qui se sont produits entre 2020 et 2023 comme une punition infligée au gouvernement arménien pour sa position de plus en plus pro-occidentale. Cependant, la défaite de l'Arménie dans le Haut-Karabagh a mis en relief l'incapacité de la Russie à assurer la stabilité, malgré sa présence militaire directe. Moscou n'a pas réagi, même après la mort de plusieurs de ses soldats au cours des hostilités. Aux yeux des Arméniens, ces événements ont gravement terni l'image de la Russie. Ils ont entraîné le retrait des troupes russes stationnées dans le Karabagh, n'ayant plus rien à départager, et soulevé la question du maintien des bases militaires russes en Arménie proprement dite.

Le déclin de l'influence militaire russe suscite d'autres défis pour Moscou. L'Arménie cherche à se rapprocher de l'Occident en participant à des exercices militaires de l'OTAN, en achetant des armes à la France et en remettant ouvertement en question le rôle de garante officielle de la sécurité que la Russie incarne de longue date dans le cadre de l'Organisation du traité de sécurité

collective (OTSC), dont elle est cheffe de file. La Russie conserve une présence militaire en Arménie, ainsi que dans les territoires séparatistes géorgiens d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Cependant, sa capacité à peser sur l'évolution de la situation dans ces zones du Caucase du Sud s'amenuise et elle risque de perdre un point d'ancrage stratégique dans une région qui lui sert traditionnellement de porte d'entrée pour projeter son influence au Moyen-Orient et autour de la mer Caspienne.

En parallèle, la Turquie a considérablement renforcé son poids dans le Caucase du Sud depuis la victoire militaire de l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabagh. Néanmoins, bien que le soutien turc joue un rôle essentiel pour le pays, il serait erroné de considérer Bakou comme un simple instrument utilisé par Ankara pour étendre son influence autour de la mer Caspienne et en Asie centrale. Si l'Azerbaïdjan se félicite de son alliance avec la Turquie, le pays veille également à conserver de bonnes relations avec la Russie et l'Occident. En Asie centrale, Ankara est aussi confrontée à la concurrence sérieuse de Pékin, de Moscou et de Téhéran.

En réaction au déclin de son hégémonie, la Russie a imposé une gouvernance collective par l'intermédiaire de la plateforme régionale dite 3+3, initialement proposée par la Turquie au milieu des années 2000, puis soutenue par l'Iran. Cette plateforme réunissant les trois États du Caucase du Sud (l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie) et les trois puissances extérieures (la Russie, la Turquie et l'Iran) a pour objectif de limiter l'influence de l'Occident et, potentiellement, de la Chine. Peu intéressée par ce format au départ, la Russie a commencé à le promouvoir lorsqu'elle a vu son influence décliner dans la région. Les pays du Caucase du Sud restent toutefois sceptiques. Ils craignent un retour du contrôle des grandes puissances et un recul de l'engagement occidental dans la région.

Les facteurs économiques jouent également un rôle important dans cet environnement géopolitique complexe. Le projet «Carrefour de la paix», dévoilé par le gouvernement arménien en octobre 2023, vise à rouvrir les frontières avec la Turquie et l'Azerbaïdjan, fermées depuis trente ans. Historiquement impliquée dans le corridor de transport nord-sud, l'Arménie souhaite maintenant participer au corridor est-ouest, dont la principale voie de transit du pétrole et du gaz d'Azerbaïdjan vers la Turquie passe par la Géorgie. Principale bénéficiaire du corridor est-ouest, Ankara tente de tirer parti de

sa position de nœud de transit énergétique pour servir ses objectifs de politique étrangère vis-à-vis de l'Europe. L'Iran a récemment accepté d'intégrer ce corridor. À l'inverse, le corridor nord-sud, conçu pour relier l'Inde et l'Iran à l'Occident et à la Russie via l'Arménie et la Géorgie, se heurte à des difficultés telles que des budgets limités, des contraintes géographiques et des obstacles politiques. Il se peut que ce corridor contourné à l'avenir l'Arménie pour passer par l'Azerbaïdjan et la mer Caspienne.

Dans ce vaste paysage économique et géopolitique, il est essentiel d'examiner le rôle de l'Occident. Au cours des vingt dernières années, la région s'est de plus en plus rapprochée des structures institutionnelles occidentales. L'OTAN s'est officiellement engagée à intégrer la Géorgie dès 2008. L'Alliance a également mis en place des plans d'action individuels pour le partenariat avec l'Azerbaïdjan et l'Arménie, respectivement signés en 2004 et 2005. Malgré la participation de l'Arménie à l'Union économique eurasiatique menée par la Russie, son accord de partenariat global et renforcé avec l'UE est entré en vigueur en 2021. L'UE a également signé un accord d'association à part entière avec la Géorgie en 2016, et en novembre 2023, la Commission européenne a recommandé que la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine se voient accorder le statut de pays candidats à l'adhésion à l'UE.

Malgré ces tendances, les pays du Caucase du Sud n'ont aucune garantie de pouvoir intégrer rapidement les structures occidentales. De même, l'Occident n'affiche pas de position unique concernant ces États, ni sur la façon d'aborder les différents conflits ou de gérer les autres puissances extérieures. Même les États-Unis n'ont pas de politique unifiée. Ainsi, les républicains accordent souvent la priorité aux avantages découlant du commerce pétrolier et ne voient aucun inconvénient à ce que la Turquie joue un rôle accru dans la région. Les démocrates, pour leur part, ont tendance à adopter une position plus nuancée en soulignant les préoccupations relatives aux droits humains et en s'interrogeant sur les ambitions du président turc Erdogan dans la région. L'Europe ne parle pas d'une même voix non plus. Par exemple, le Royaume-Uni et l'Italie participent aux échanges énergétiques en Azerbaïdjan. Mais alors que l'approche italienne est essentiellement économique, Londres cherche à soutenir la Turquie afin de contrer l'influence de la Russie et de l'Iran. La France, membre de la première heure du Groupe de Minsk, a des intérêts qui

entrent en concurrence avec ceux de la Turquie dans la Méditerranée et souhaite contenir l'influence d'Ankara au Caucase du Sud. Quant à l'UE, sa position est en grande partie motivée par la volonté de contrer Moscou et la nécessité d'importer du gaz. Elle a fait passer l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et les contrats gaziers avec Bakou avant le droit à l'autodétermination des Arméniens vivant au Karabagh.

Points de vue locaux

Malgré le rôle des acteurs externes, les trois pays du Caucase du Sud sont des parties prenantes à part entière et les guerres de 2020–2023 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont eu un impact profond sur chacun d'eux. En Géorgie, ces événements ont donné lieu à différentes interprétations dans le discours public et politique. Certains considèrent, à la lumière des guerres avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud au début des années 1990, que le pays est également touché par le séparatisme. Selon ce prisme, la victoire militaire de l'Azerbaïdjan pourrait offrir à la Géorgie l'occasion de recouvrer son intégrité territoriale. D'autres estiment qu'il n'y a pas de lien entre le conflit au Karabagh et la situation de l'État géorgien. Les tenants de ce point de vue soulignent la nécessité d'empêcher l'afflux massif de réfugiés et d'apaiser les tensions ethniques entre les importantes communautés locales azerbaïdjanaises et arméniennes en Géorgie. Une troisième interprétation consiste à voir les dernières guerres au Karabagh comme un exemple de domination d'une nation faible par une nation plus forte. Sous cet angle, la Géorgie pourrait également devenir une cible, en particulier si les relations entre la Russie et la Turquie continuent de se renforcer, laissant le pays dans un vide géopolitique. La réticence actuelle de Tbilissi à s'engager dans la plateforme 3+3, tout en évitant la confrontation directe avec la Russie, reflète l'attitude «fuyante» des autorités. Cette approche consiste à faire profil bas dans les affaires régionales, tout en essayant d'intégrer l'OTAN et l'UE.

En Arménie, les récents événements ont donné lieu à deux grandes interprétations. Certains considèrent la défaite dans la guerre contre l'Azerbaïdjan et l'expulsion de la population arménienne du Haut-Karabagh comme une catastrophe nationale. De leur point de vue, cette situation est également révélatrice d'une crise identitaire qui pourrait préfigurer la disparition de l'Arménie. D'autres, en revanche, voient dans la fin du Karabagh une occasion pour Erevan de régler son conflit de longue date avec Bakou (et Ankara), de poursuivre son intégration

régionale et de renforcer ses relations commerciales avec tous ses voisins, malgré les difficultés inhérentes à cette voie. Une grande partie de l'opinion publique partage la première interprétation. La deuxième est soutenue par les tenants d'un certain pragmatisme au sein de la société et défendue avec force par le gouvernement actuel. Ces écarts ont créé un profond clivage à l'intérieur du pays qui s'explique par des divergences politiques, mais aussi par des désaccords fondamentaux concernant la future orientation géopolitique de l'Arménie, et notamment sa relation avec la Russie.

Il reste à voir si ces interprétations résisteront aux incertitudes géopolitiques et à la crainte d'une reprise du conflit. Le Premier ministre Nikol Pashinyan continue d'insister sur le risque d'invasion de l'Arménie elle-même par l'Azerbaïdjan. Parmi les autres difficultés rencontrées par le pays, l'on peut citer les dommages économiques majeurs résultant de sa défaite, la perte de contrôle de voies de transport majeures du fait des activités de l'Azerbaïdjan et la pression économique croissante exercée par la Russie. Au cours des prochaines années, l'Arménie devra donc faire face à une crise multidimensionnelle qui pourrait s'avérer existentielle. L'objectif du pays est de préserver son autonomie et d'éviter de nouvelles pertes territoriales.

Du côté de l'Azerbaïdjan, la confrontation de longue date avec l'Arménie sur la question du Haut-Karabagh constituait un marqueur important de son identité nationale. Mais à la différence d'Erevan et de Tbilissi, qui devaient afficher des avancées démocratiques pour bénéficier de l'aide occidentale, Bakou pouvait se permettre de refuser ce type de conditions en raison de ses importants revenus pétroliers et gaziers. Au fil des décennies, le pays a progressivement versé dans un autoritarisme dur, à l'instar de certains régimes du Moyen-Orient. Le rapport «Nations in Transit» 2023 de Freedom House octroie à l'Azerbaïdjan un score démocratique de 1 sur 100, contre 35 pour l'Arménie et 34 pour la Géorgie. Le pays a aussi été le théâtre d'une militarisation intense et d'une propagande anti-arménienne dont certains éléments se sont glissés jusque dans les manuels scolaires. Aujourd'hui, l'autoritarisme, le militarisme, le nationalisme, le panturquisme et

l'arménophobie imprègnent l'atmosphère politique de l'Azerbaïdjan, parallèlement à son rôle croissant dans la région.

La victoire du pays a renforcé la popularité de son président, Ilham Aliyev. Mais cet événement pourrait aussi s'avérer un défi pour le régime dans la mesure où la mobilisation populaire contre l'ennemi arménien et l'injustice de l'occupation a constitué un facteur d'unité essentiel pendant plusieurs décennies. Malgré la fin de la guerre, Aliyev continue donc de mettre l'accent sur les «méfaits passés» des Arméniens et sur le risque de «revanchisme». Ce contexte contient potentiellement les ferments d'un nouveau conflit: l'Azerbaïdjan pourrait tenter de prendre le contrôle d'un couloir terrestre offrant un accès direct à son exclave du Nakhitchevan en traversant le territoire arménien.

Impact sur les politiques occidentales

Les guerres qui ont secoué le Karabagh entre 2020 et 2023 ont considérablement modifié les rapports de force dans le Caucase du Sud. On peut espérer que la situation se stabilise. Cependant, la manière dont la question du Karabagh a été gérée pourrait également créer un précédent en montrant aux autres acteurs de la région que le choix unilatéral d'un règlement violent est possible. Dans un contexte de renforcement de l'instabilité et des tensions à travers le monde, l'Occident doit redéfinir son rôle dans cette région marquée par des conflits et des dynamiques géopolitiques en pleine évolution.

Jusqu'à présent, les États-Unis et l'Europe se sont essentiellement concentrés sur les bénéfices tangibles qu'ils pouvaient retirer de leurs liens avec les pays du Caucase du Sud. La recherche d'avantages économiques, l'exploitation du potentiel de la région en matière de transit (notamment pour le transport du pétrole et du gaz de la Caspienne via des oléoducs et des gazoducs) et l'entretien de relations bilatérales pour permettre l'intégration dans les structures européennes et euro-atlantiques s'inscrivent dans ce cadre. Afin d'atteindre ces objectifs, surtout celui de l'intégration, les puissances occidentales devront avoir la volonté de s'imposer comme des acteurs de poids dans la région. Leur marge de manœuvre repose en grande partie sur leurs relations avec les grandes puissances régionales, à savoir la Russie, l'Iran et

la Turquie. Or, Ankara en particulier se montre de plus en plus critique à l'égard des activités de ses homologues occidentaux dans la région et poursuit sa propre stratégie, en s'alignant parfois sur Moscou et Téhéran.

La suite des événements dépendra dans une large mesure du niveau d'engagement normatif dont l'Occident souhaite faire preuve dans la région. L'approche normative consiste à s'opposer à l'autoritarisme, à défendre les droits humains et à décourager le règlement violent des conflits. Outre les considérations politiques, cette démarche englobe des questions plus larges telles que la promotion des énergies vertes, le soutien des droits des minorités et l'appui à la société civile par l'intermédiaire des ONG. Il convient toutefois de garder à l'esprit que le choix de s'appuyer uniquement sur une approche normative de la diplomatie risque d'occulter les calculs réalistes sous-jacents. Des initiatives telles que la récente plateforme 3+3 pourraient limiter l'influence des pays occidentaux et les inciter à étudier d'autres stratégies dans un contexte de plus en plus marqué par l'autoritarisme.

En résumé, l'évolution de la situation dans le Caucase du Sud souligne la nécessité pour l'Occident de réévaluer son approche dans la région. À mesure que les dynamiques de pouvoir changent et que de nouveaux défis voient le jour, les responsables politiques occidentaux doivent trouver le juste équilibre entre leurs intérêts stratégiques et leurs valeurs normatives afin d'évoluer efficacement dans ce paysage géopolitique complexe.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la sécurité euro-atlantique.

Hrant Mikaelian est un politologue basé à Erevan et actuellement Fellow au Center for Eastern European Studies (CEES) de l'Université de Zurich.

Jeronim Perović est professeur à l'Université de Zurich et directeur du CEES.

Cette analyse est le fruit d'une coopération stratégique entre le CSS et le CEES.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zürich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeur: Fabien Merz
Révision linguistique: Névine Schepers
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Guerre hybride: distinguer la réalité de la fiction No 332
Le rôle des structures d'appui à la médiation No 331
Le maintien de la paix des Nations Unies No 330
La planification de la Bundeswehr No 329
La gestion des coûts liés aux catastrophes No 328
L'Asie centrale et la rivalité entre grandes puissances No 327

© 2023 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000645884